

éditorial

MORT D'UN HÉROS



Salvador ALLENDE est mort et avec lui les libertés d'un peuple, l'espoir de tout un pays.

Une fois encore, les forces démocratiques portées par les travailleurs se sont brisées sur les écueils et les obstacles dressés par les tenants du passé et de la réaction au nom de leurs éternels principes énoncés en des formulations immuables.

Une fois encore, quelques chefs militaires, s'érigeant en gardiens de l'ordre et de la vertu, se sont arrogé le droit de « lancer la mission historique et responsable du combat pour libérer le pays du joug marxiste... compte tenu de la très grave crise économique, sociale et morale..., de l'incapacité du gouvernement à prendre des mesures pour mettre fin au développement du chaos »...

Rien n'a changé depuis la prise du pouvoir par HITLER, MUSSOLINI, FRANCO, partis jadis pour la même croisade. N'oublions jamais qu'elle conduisit le monde aux horreurs de la violence et de la cruauté, aux pires dégradations morales, à la destruction de valeurs essentielles, et en premier celle du respect de la dignité humaine.

Sommes-nous si sûrs, tant les ravages furent profonds, de nous en être aujourd'hui complètement relevés ?

Certes le gouvernement du président ALLENDE, en dépit de ses efforts, mais soucieux de respecter scrupuleusement la légalité républicaine, n'a jamais pu sortir d'une précarité qui rend possibles toutes les aventures. Mais ceux qui dénoncent aujourd'hui sa faillite et sa faiblesse n'en sont-ils pas précisément les artisans ? N'a-t-on pas vu chez nous des partis politiques que tout séparait, s'allier pour renverser les gouvernements de la République et condamner ensuite l'instabilité du pouvoir exécutif ?

Il est trop facile de faire le procès du « socialisme » quand on a tout mis en œuvre, parce qu'on disposait des moyens nécessaires, pour organiser son échec au plan national comme au plan international.

Et si, se reniant lui-même, celui-ci avait mis ses plus dangereux adversaires hors d'état de nuire, n'aurait-on pas dénoncé cette atteinte inadmissible à la liberté ?

Tel est le drame.

Veut-on faire la preuve que les voies de passage au socialisme et son instauration ne peuvent se concevoir sans la privation des droits élémentaires et fondamentaux de l'homme ? L'arrivée au pouvoir des forces de progrès doit-elle inéluctablement appeler la fin tragique de leur expérience et l'instauration d'une dictature de quelque nature que ce soit ?

Syndicalistes et éducateurs nous n'avons pas le droit de désespérer.

Le drame qu'aujourd'hui vivent le Chili et son peuple nous renforce dans cette idée que le combat vers les sommets doit être mené sans défaillance au-delà de défaites passagères car celles de la démocratie sont aussi celles de l'homme.

La liberté se mérite sans cesse. Son maintien, son exercice, son épanouissement sont une conquête permanente. Rien n'est jamais définitivement acquis dès lors qu'il ne s'agit plus de figer un passé pour perpétuer injustices et privilèges, mais au contraire d'aller de l'avant sur la voie du progrès et du bonheur.

Le Syndicat National des Instituteurs, à cette heure qu'il vit douloureusement avec tous les démocrates, n'entend pas sortir de son rôle, ni des limites que lui trace une orientation qui vient encore de se renforcer. Mais il est solidaire des travailleurs chiliens dont les représentants, rencontrés en France cet hiver après la saisie de la cargaison d'un navire chargé de cuivre, étaient invités à son Congrès où ils ne purent se rendre.

La Centrale unique des travailleurs chiliens regroupait tous les courants de pensée de la classe ouvrière, fidèle ainsi à une orientation qui est aussi la nôtre. Après plusieurs années de divisions catégorielles, l'unité du syndicalisme enseignant était réalisée dans le cadre du « Syndicat des travailleurs de l'éducation » regroupant 150.000 adhérents et dont les responsables étaient élus, comme ceux du S.N.I., au suffrage secret et direct.

Nous étions convenus avec ces camarades d'unir nos efforts pour lancer le plus tôt possible l'idée d'une conférence intercontinentale pour coordonner la lutte syndicale face au capitalisme international. Ne nous disaient-ils pas alors qu'ils considéraient la F.E.N. et le S.N.I. comme les meilleurs « catalyseurs » compte tenu de leur orientation et de l'exemple qu'ils constituent ?

Tout cela ne peut être effacé sans retour.

La disparition de Salvador ALLENDE, mort en héros pour la défense d'un idéal dont il était le symbole, n'est pas une fin mais un moment, combien tragique, d'une lutte qui, par le monde, doit se poursuivre.

Elle est celle de tous les hommes libres pour forger eux-mêmes leur destin, celle du socialisme « à visage humain » qu'aucune armée au monde ne saurait anéantir pour toujours.

Par André
OULIAC

CHILI

L'ESPOIR

ASSAS-

SINÉ



Dès les heures qui ont suivi, mercredi 12 septembre, l'annonce du putsch militaire prenant au Chili le pouvoir par les armes, les responsables du S.N.I. participaient, dans le cadre de la F.E.N., à une rencontre avec les centrales syndicales et les organisations de gauche afin d'organiser en France les modalités d'une première riposte commune au coup d'Etat.

Le soir même avait lieu à Paris, du Champ-de-Mars aux Invalides, une grande manifestation de solidarité avec le peuple chilien (photo du haut : la formation du cortège au Champ-de-Mars).

Le secrétariat permanent du S.N.I. était présent au complet à cette manifestation.

Le premier rang du cortège comprenait (photo du haut) pour les organisations syndicales et politiques de droite à gauche :

André OULIAC, James MARANGE, Michel ROCARD, Edmond MAIRE, Robert FABRE, François

MITTERAND, Georges MARCHAIS, Georges SEGUY.

Une délégation composée de l'ensemble de ces militants syndicaux et politiques a été reçue à l'ambassade du Chili où elle a rappelé la solidarité des travailleurs français envers le peuple chilien. En termes émouvants, l'ambassadeur du Chili les a chaleureusement remerciés de ce témoignage.

Près de cent mille manifestants se sont rassemblés sur l'esplanade des Invalides pour entendre et approuver la déclaration solennelle des organisations et partis ayant appelé à ce défilé où de nombreux Chiliens étaient présents.

En lançant, dimanche soir 16 septembre, l'appel commun à une grève de principe pour lundi 17 septembre entre 11 et 12 heures, nous répondions aux mêmes impératifs dans une fidélité totale à notre orientation de toujours.

Car lorsque sont tragiquement en cause, en quelque partie du monde que ce soit, la dignité et la liberté de l'homme, les supputations ne sauraient être de mise. Encore moins l'attentisme.

Il faut choisir son camp. Comme toujours, le S.N.I. l'a fait, au nom des instituteurs et P.E.C.C. de France.

Ce camp ne saurait être celui des gens qui aujourd'hui pavoisent, au point de contenir à grand-peine leur joie... les mêmes qui — sans nul hasard — s'acharnent sur l'école laïque, ouvertement.

Les historiens, quand le temps sera venu, n'auront pas grand mal à faire le tri.

Michel BOUCHAREISSAS

En bas à gauche : avril 1971.
De gauche à droite : Mme Allende, Humberto Elgueta (Secrétaire général du Syndicat Unique des Travailleurs de l'Enseignement), le Président de la République du Chili, M. Mario Astorgua, ministre de l'Education.

(Photo Keystone)



Semaine syndicale (suite)

REMUNERATION DES INSTITUTEURS TITULAIRES EN STAGE DANS UN CENTRE DE FORMATION DE P.E.G.C.

Des difficultés apparaissent dans certains centres de formation des P.E.G.C. à propos de l'application de la circulaire 70-315 du 31 juillet 1970 relative, notamment, au paiement de l'indemnité différentielle aux élèves-professeurs et professeurs stagiaires de la première catégorie (instituteurs titulaires).

Nous sommes intervenus à ce sujet auprès de la Direction des Affaires financières.

Les collègues sont placés en position de détachement, aussi l'indemnité différentielle doit leur assurer le maintien intégral de leur rémunération antérieure quel que soit le grade ou l'emploi qu'ils occupent.

INDEMNITES D'ORIENTATION DANS LES DEPARTEMENTS PILOTES

Le S.N.I. est intervenu, auprès de la Direction des Affaires financières, à propos des conditions de paiement des indemnités d'orientation dans les départements pilotes, demandant que le montant total des indemnités perçues ne soit pas remis en cause en fonction des procédures nouvelles d'orientation.

Nous avons enregistré l'accord de la Direction des Affaires financières.

Votre site préféré peint à l'huile, sur toile, d'après Diapo. Photo. Jacques MINIE, 5, allée Bourdichon, 37200 TOURS.

CORRESPONDANCE SCOLAIRE

Mise en relation de classes toutes régions. CONTACTS, 27, rue James-Cane, 37 - TOURS (01).

AU SOLEIL DE LA VRAIE PROVENCE RESIDENCE LA FERRAGE

A 25 KM D'AIX-EN-PROVENCE
Lieu idéal pour une résidence secondaire ou 3^e âge. Lots de 400 à 1.000 m², villas et mas provençaux par les artisans du pays.
Villa 3 pièces avec terrain 400 m² à partir de 105.000 F, prix fermes et sans révision.
Documentation gratuite sur demande.
AGENCE DU CHATEAU, 22, rue de la République.
84 - LA TOUR-D'AIGUES.

ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE

- I. Cours par matières séparées toute l'année.
- II. Préparation au C.A.P. primaire et à l'Inspection Départementale ou Primaire (ex-Probatoire).
- III. Confiez-nous vos élèves malades ou ayant un retard à rattraper ou préparant un examen : B.E.P.C., entrée aux E.N., P.T.T., écoles d'infirmeries, Baccalauréat.
- IV. Cours de vacances, classes secondaires.
- V. Pour vous aider à aborder auprès des élèves (ou de vos enfants) une matière délicate : cours d'éducation sexuelle.

COURS ACADEMIQUES DE FRANCE

ETABL. PRIVE D'ENS. A DISTANCE
sous le contrôle de l'Education Nationale, 46, rue de l'Echiquier, PARIS-10.
Tél. : 824.50.43
et 61, avenue Cap-de-Croix, 06100 NICE
Demander documentation en se recommandant de ce journal.

SOLIDARITE CHILI

Au cours d'une réunion, le lundi 17 septembre, à laquelle participaient les organisations F.E.N.-C.F.D.T.-C.G.T., P.C.-P.S.-P.S.U.-Mouvement des Radicaux de gauche et diverses autres organisations, la F.E.N. mettait en avant l'idée de la constitution d'un fonds commun national de solidarité pour le Chili.

Soutenue dès le départ par le P.S., le P.S.U. et la C.F.D.T., cette proposition devait être enfin acceptée par tous et l'annonce en a été faite publiquement au cours de la conférence de presse du vendredi 21 septembre.

Michel LASSERRE participait aux diverses réunions du Collectif.

Voici les principaux extraits de l'appel qui a été présenté au nom des organisations :

« Depuis dix jours déjà, le sang coule au Chili. Par le fer et le feu, la torture, la délation, les exécutions sommaires, la junte tente de frapper de terreur les paysans, ouvriers, étudiants et démocrates de toutes convictions politiques, philosophiques ou religieuses, qui avaient soutenu les objectifs du président Salvador ALLENDE visant à rendre le Chili aux Chiliens, à promouvoir la justice sociale, le mieux-être, l'émancipation des travailleurs, à assurer l'indépendance nationale, par la démocratie et dans la liberté.

« ...Les forces réactionnaires et fascistes du Chili, activement soutenues par l'impérialisme américain, et qui, trois années durant, avaient multiplié les sabotages économiques, les provocations politiques, les assassinats, n'ont pas hésité à provoquer le renversement par un coup d'Etat militaire du régime constitutionnel de leur pays.

« ...Ce crime doit cesser. Le Chili doit être rendu à son peuple, la démocratie rétablie, tous les prisonniers politiques libérés.

« Nous appelons à développer, dans toute la France, une campagne nationale de solidarité envers le peuple chilien et sa courageuse résistance à la junte et au fascisme.

« ...Les organisations soussignées appellent à une grande mobilisation de tous les milieux populaires et démocratiques, de tous ceux qui, sans distinction de conviction ou de croyance, refusent de voir ainsi étranglées la liberté et la justice.

« ...Parallèlement, nous annonçons le lancement d'une COLLECTE NATIONALE qui nous est commune. Elle commence dès aujourd'hui et son produit, destiné aux besoins de la lutte de l'Unité Populaire et de la Centrale Unique des Travailleurs, sera remise à l'organisme unitaire qu'ils constitueront à cet effet.

« Toutes les initiatives pour alimenter ce fonds commun seront prises à tous les niveaux, dans les entreprises, les quartiers, les villages, dans la rue, et les versements seront adressés à :

*« SOLIDARITE CHILI »
10, rue de Solférino, PARIS (7^e)
C.C.P. 470 PARIS*

« Ainsi, englobant tous les aspects de la nécessaire action de solidarité, nous entendons remplir notre devoir avec constance et vigilance, pour que les luttes populaires du Chili, pour la liberté et l'indépendance, soient soutenues activement par l'effort fraternel des Français. »

SOLIDARITE CHILI

Michel LASSERE, faisant partie de la délégation de la F.E.N., s'est rendu à la Conférence organisée à Helsinki pour exprimer la solidarité au peuple du Chili. Au cours de cette conférence, à laquelle a participé Isabelle ALLENDE, les organisations françaises, membres du collectif, qui y étaient représentées (F.E.N., C.F.D.T., C.G.T., P.C., P.S., Mouvement des radicaux de gauche, Mouvement de la jeunesse communiste de France, U.N.E.F., P.S.U. étant excusé), pour répondre à l'appel des Chiliens, ont exprimé leur objectif commun de « rassembler toutes les forces éprises de justice et de liberté dans le monde, quelle que soit leur idéologie politique, philosophique ou religieuse ». Rappelant « qu'il n'y a pas, qu'il ne peut pas y avoir de monopole de l'action pour le Chili », elles ont réclamé un élargissement de l'action internationale.

Deux rencontres ont eu lieu entre les représentants chiliens et les délégués des organisations françaises.

Ces derniers ont invité la fille du président ALLENDE à se rendre en France dès que possible.

En outre, les organisations françaises ont manifesté leur volonté de poursuivre et d'intensifier leur action spécifique.

Nous invitons tous nos camarades à soutenir le grand élan de solidarité en faveur du peuple chilien en participant à la collecte et en adressant leur versement à « SOLIDARITE CHILI », 10, rue de Solferino, PARIS (7^e). C.C.P. 4.70 PARIS.

BUDGET JEUNESSE SPORTS LOISIRS
* VERS UNE ACTION COMMUNE

Réuni le lundi 24 septembre au siège de la Ligue française de l'Enseignement, le « Comité pour le doublement du budget de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs » (aux initiatives duquel est associé le S.N.I.) a fait le point de la situation et examiné les perspectives budgétaires dans son domaine d'activité.

Il a décidé de relancer la campagne de sensibilisation du public sur les dramatiques insuffisances budgétaires et a notamment entendu des délégués du C.N.A.J.E.P. (Conseil National des Associations de Jeunesse et d'Education populaire) prêts à unir leurs efforts à ceux du « Comité pour le doublement ».

Une prochaine rencontre entre ces deux groupes d'organisations a été prévue pour le 1^{er} octobre et devrait déboucher sur un appel solennel à l'opinion et la mise en œuvre d'un calendrier d'interventions communes au cours des semaines à venir.

Michel BOUCHAREISSAS représentait le S.N.I. à ces deux réunions.

RENCONTRE S.N.I.-S.N.D.E.N.

Une délégation du S.N.I., conduite par André OULIAC et comprenant Guy GEORGES et Elie JOUEN, a rencontré le 28 septembre une délégation du bureau du Syndicat des Directeurs d'Ecole Normale, conduite par son secrétaire général CHANUT.

La rencontre a permis d'approfondir le projet d'Ecole fondamentale présenté par le S.N.I.

Le S.N.D.E.N. s'est déclaré d'accord sur les grandes orientations de notre projet. Il a été convenu de se revoir ultérieurement.

Adjectif possessif !

La conférence de presse du président de la République, tant attendue cependant pour beaucoup de raisons, n'aura guère fait plus de vagues que caillou dans l'huile. Trois jours après personne n'en parlait plus sinon des dithyrambes habituels pour qui tout est toujours bon qui vient de ces rivages politiques.

Les exégèses invétérées, ceux qui gratouillent dans les phrases et décortiquent les mots pour tenter d'y trouver du nouveau, de l'original ou du sensationnel ont, semble-t-il, été découragés par un verbe quelque peu empâté, par une pénélaine d'idées dont aucune n'a vraiment fait mouche.

Et pourtant, l'insistance du

chef de l'Etat à parler de « mes gouvernements » et non du gouvernement des Français, ou à la rigueur de la France, aurait pu retenir l'attention et pourquoi pas ? provoquer des critiques. Car enfin ces possessifs outranciers ne sont pas venus par hasard ou par inadvertance dans les phrases présidentielles.

Les citoyens devraient savoir maintenant, les plus nombreux, ceux qui n'avaient pas jusqu'ici ouvert les yeux sur le caractère régalien du régime, que dans ce pays tout ne doit procéder que d'un homme sous prétexte, qu'élu au suffrage universel il procède lui-même du peuple.

Démocratie que d'erreurs on commet en ton nom !

Enfin, le bon sens !

Dans nos motions de congrès, nous affirmions depuis quelques années que le seul moyen immédiat de rétablir l'équilibre de l'humanité détruit par la pauvreté du tiers monde et de sauvegarder la paix en permanence menacée par l'extrême richesse des uns et l'extrême pauvreté des autres était une mise en commun de l'aide trop dispersée et bilatérale apportée par les nations industrielles.

L'unanimité ne put se faire sur une idée aussi simple et les courants de pensée minoritaires du SNI s'opposèrent aux textes proposés que seule la majorité vota. On nous reprochait de ne pas accorder la priorité dans notre démarche à l'instauration du socialisme qui par la suite réglerait tout et partout. Nous en sommes persuadés pour l'avenir. Mais chacun sait car l'évidence, tragiquement confirmée au Chili, aveugle aujourd'hui, que le socialisme universel n'est pas pour demain et en attendant des milliards d'hommes crèvent de faim et croupissent dans la pire des misères, celle qui peut

conduire aux gestes fatals et aux actes irréversibles. C'est pourquoi nous voulions que la solidarité concrète, celle qui ne s'accommode ni du théorisme ni des spéculations sur l'avenir, s'exerce sans attendre selon une proposition formulée par SAKHAROV lui-même, mais combattue par le Kremlin... et d'autres !

Nous n'avions que le tort d'avoir raison trop tôt. A l'actuelle session de l'O.N.U., M. GROMYKO au nom de l'U.R.S.S. vient de reprendre l'idée en proposant « une réduction de 10 % des budgets militaires des membres permanents du Conseil de Sécurité (Etats-Unis, U.R.S.S., France, Grande-Bretagne et Chine) et l'utilisation des fonds ainsi obtenus pour l'aide aux pays en voie de développement ». Et il a préconisé que la répartition en soit assurée par un Comité international temporaire.

Réjouissons-nous que le bon sens prenne enfin une dimension planétaire et que le S.N.I., une fois encore, ait été en avance d'une idée.

René LABES.



SOLIDARITE CHILI

Michel LASSERRE.

Avec une sauvagerie rarement égalée, la junte exécute son plan de répression et d'écrasement des forces populaires du Chili.

L'assassinat du président Salvador ALLENDE, la mort tragique de Pablo NERUDA, l'arrestation du secrétaire général du Parti communiste chilien qui sera traduit devant une cour martiale sont autant de faits dramatiques qui révèlent la vraie nature du putsch militaire et illustrent les méthodes employées par la junte.

La réaction chilienne n'a pas hésité à plonger le pays dans un bain de sang dès lors que se trouvaient menacés les scandaleux privilèges dont elle bénéficiait.

Parce que l'expérience de l'unité populaire chilienne était exemplaire d'une avancée vers le socialisme par la voie démocratique et dans la liberté ;

Parce que Salvador ALLENDE, après avoir accédé au pouvoir dans des conditions légales, avait mis en œuvre un programme de justice sociale dont l'application avait valu aux représentants de l'Unité populaire un renforcement de leur position au cours des consultations successives ;

Parce que cette évolution devenait ainsi irréversible malgré tous les sabotages économiques commis par les féodalités économiques et par l'impérialisme américains, les forces réactionnaires et fascistes du Chili n'ont pas reculé devant l'emploi des armes contre le peuple.

Ainsi se trouve attesté que le recours à l'écrasement de tout un peuple demeure l'ultime argument de ceux qui refusent le progrès et la justice sociale.

Les enseignants, avec les travailleurs et les démocrates français, ont été soulevés d'indignation...

L'action du SNI

Le SNI a apporté toute sa contribution pour la mise en commun des efforts en vue d'organiser une grande campagne de solidarité, d'abord au niveau national, puis au niveau international. Il a participé aux multiples séances de travail du collectif pour la solidarité au peuple chilien, il était présent à la grande manifestation de masse qui s'est déroulée à Paris le 12 septembre de l'Ecole militaire aux Invalides, et présent également à la Conférence internationale d'Helsinki.

Un objectif clair

Dès le début, au niveau national, le SNI a proposé la constitution d'un fonds commun, persuadé que l'élargissement de la solidarité implique que toutes les organisations acceptent de présenter des objectifs communs en excluant toute idée que l'une d'entre elles puisse s'arroger le monopole de l'action.

Grâce à notre initiative qui, après deux séances de discussion, a reçu un accord général, tous les Français, quelles que

soient leurs options philosophiques, politiques et religieuses doivent pouvoir répondre à notre appel en adressant leurs versements à « SOLIDARITE CHILI », 10, rue de Solférino, PARIS (7^e) - C.C.P. 4.70 PARIS.

C'est la même préoccupation qui a dicté notre attitude au niveau international au cours des travaux de la conférence d'Helsinki à laquelle a participé Isabel ALLENDE.

Les responsables des organisations françaises représentées (FEN, CFDT, CGT, PC, PS, Mouvement des Radicaux de gauche, Mouvement de la jeunesse communiste de France, UNEF, PSU étant excusé), se sont mis d'accord pour présenter un texte affirmant leur objectif commun : « Celui de rassembler sans exclusive toutes les forces éprises de justice et de liberté dans le monde. »

En agissant ainsi, nous pouvions affirmer que notre souci répondait au désir des différents responsables de la délégation chilienne que nous avons rencontrés par deux fois au cours de la conférence.

Pour nous, il s'agissait de faire en sorte qu'Helsinki ne soit qu'une étape, un tremplin dans la perspective de la réunion prochaine d'une conférence européenne plus large et plus représentative.

C'est également au cours d'une de ces rencontres avec la délégation chilienne, à laquelle participait Isabel ALLENDE que nous l'avons invitée, au titre du collectif, à se rendre en France.

Répondant à notre appel, Isabel ALLENDE participera mardi soir à un grand meeting de solidarité en faveur du peuple chilien tenu par le collectif des 18 organisations françaises.

Ainsi se trouvera traduite dans les faits notre volonté maintes fois réaffirmée d'intensifier notre action.

Il est particulièrement nécessaire que la solidarité au peuple chilien s'affirme en France. Le gouvernement français n'a pas eu un mot pour condamner le coup d'Etat et la répression sauvage qui s'abat sur le Chili. Notre première tâche est d'exiger qu'il revienne sur cette attitude inqualifiable, qu'il condamne le putsch, qu'il refuse d'avoir des relations avec le régime qui en est issu. Il faut obtenir que l'ORTF cesse de donner du drame que traverse actuellement le Chili une image d'une scandaleuse partialité. Il faut enfin que grandisse dans notre pays un immense mouvement de solidarité morale, politique et matérielle à l'Unité populaire, à ses militants, aux travailleurs et à la Centrale syndicale unique du Chili, aux réfugiés chassés du Chili par la terreur.

A l'unité du peuple chilien et de ses organisations doit répondre l'action d'ensemble de toutes les forces ouvrières et démocratiques de notre pays. Nous appelons tous ceux qui veulent manifester concrètement leur solidarité à la lutte du peuple et des travailleurs chiliens à se joindre à notre appel sans distinction d'opinions et de croyance.